

# **BGer 5P.382/2004 vom 15. Dezember 2004**

Bundesgericht, 2004-12-15, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger\\_5P.382\\_2004](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bger_5P.382_2004)

FR: TF 5P.382/2004 du 15 décembre 2004

IT: TF 5P.382/2004 del 15 dicembre 2004

## **Regeste**

Art. 9 Cst. (contrat d'assurance) | Droit des contrats

## **Erwägungen**

### **E. 1**

Le recours de droit public au Tribunal fédéral est ouvert contre une décision cantonale pour violation des droits constitutionnels des citoyens ( art. 84 al. 1 let. a OJ ). Toutefois, il n'est recevable que si la prétendue violation ne peut pas être soumise par un autre moyen de droit quelconque au Tribunal fédéral ou à une autre autorité fédérale ( art. 84 al. 2 OJ ). En l'espèce, le Tribunal cantonal a admis sa compétence à raison de la matière sur la base du droit cantonal d'organisation judiciaire. En effet, dans le domaine de l'assurance-maladie, le droit fédéral n'impose pas aux cantons d'attribuer les contentieux relevant respectivement du droit public et du droit privé à des juridictions distinctes; les cantons restent libres dans la désignation de cette autorité ( ATF 125 III 461 consid. 2 p. 463). Le recours en réforme n'est donc pas ouvert contre la décision entreprise et le recours de droit public est sous cet angle recevable.

### **E. 2**

Selon l' art. 86 al. 1 OJ , le recours de droit public n'est recevable qu'à l'encontre des décisions prises en dernière instance cantonale. Cela signifie que les griefs soulevés devant le Tribunal fédéral ne doivent plus pouvoir faire l'objet d'un recours ordinaire ou extraordinaire de droit cantonal ( ATF 126 I 257 consid. 1a p. 258; 119 Ia 421 consid. 2b p. 422). La constitution genevoise a institué un Tribunal des conflits ( art. 131 Cst. gen.), chargé de trancher les questions de compétence entre une juridiction administrative d'une part, et une juridiction civile ou pénale d'autre part (art. 56J de la loi sur l'organisation judiciaire genevoise, RSG E 2 05, ci-après: LOJ). A teneur de l'art. 56L al. 1 let. a LOJ , toute partie peut recourir auprès du Tribunal des conflits contre une décision rendue en dernière instance cantonale par l'une des juridictions mentionnées à l'art. 56H al. 1 LOJ, lorsque la juridiction a admis sa compétence et que le recourant allègue que le litige ressortit à l'autre ordre de juridiction. Les dispositions relatives au Tribunal administratif et au Tribunal des conflits ont fait l'objet d'une renumérotation entrée en vigueur le 1er mars 2002. L'art. 56H LOJ, qui concernait le but et la composition du Tribunal des conflits, est devenu l'art. 56J. Le législateur a toutefois omis d'adapter le renvoi contenu au nouvel article 56L LOJ, laissant subsister une référence à l'art. 56H al. 1 LOJ, alors que cette disposition concerne actuellement la conciliation devant le Tribunal administratif. Le renvoi à l'art. 56H al. 1 LOJ doit par conséquent être compris comme un renvoi à l'art. 56J al. 1 LOJ. En l'espèce, la recourante conteste la compétence ratione materiae du Tribunal cantonal des assurances sociales. Elle estime que le litige l'opposant à l'intimée relève de la compétence du Tribunal de première instance. En application des art. 56J à 56L LOJ, ce

grief peut être soumis au Tribunal des conflits du canton de Genève. En saisissant directement le Tribunal fédéral d'un recours de droit public, la recourante n'a pas respecté la règle de l'épuisement préalable des instances cantonales, ancrée à l' art. 86 al. 1 OJ . Son recours est par conséquent irrecevable, nonobstant le fait que l'arrêt cantonal indique une voie de recours erronée (cf. ATF 129 IV 197 consid. 1.5 i.f. et les arrêts cités).

### **E. 3**

Compte tenu de l'indication erronée des voies de recours figurant dans l'arrêt attaqué, il y a lieu de statuer sans frais. En outre, il ne sera pas alloué de dépens à l'intimée, dès lors qu'elle n'a pas été invitée à répondre au recours et n'a donc pas eu à assumer de frais en relation avec la procédure devant le Tribunal fédéral (cf. art. 159 al. 1 et 2 OJ ).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.